



Modèle type d'intervention lors des rassemblements du 14 octobre 2026

La question du pouvoir d'achat reste la préoccupation principale pour les retraités et salariés

Merci de votre présence à toutes et tous, ainsi qu'à la presse.

Ce rassemblement s'inscrit dans une journée nationale d'action à l'appel de l'UCR, des UFR, des USR, des USTM et UD CGT, ainsi que de la FSU, de SOLIDAIRES et de la FGR, faisant suite aux mobilisations des 15 septembre dans la santé et 29 septembre dans la fonction publique qui avaient comme revendications principales, l'augmentation des salaires.

Au cœur de ces manifestations, s'exprime une véritable colère du monde du travail et des retraités qui n'en peuvent plus d'être les boucs émissaires d'un déficit public et d'une dette dont ils ne portent aucune responsabilité.

Les gouvernements se succèdent, mais la politique ultra libérale au service du patronat et du capital perdure, visant à économiser 54 milliards d'euros en culpabilisant les salariés, les retraités et les privés d'emplois.

- ✓ les salariés seraient coupables de ne pas assez travailler,**
- ✓ les retraités d'être des privilégiés,**
- ✓ les chômeurs d'être des profiteurs.**

Et dans ce plan d'austérité et de régression sociale proposé par le gouvernement et dicté par le patronat, les retraités sont particulièrement ciblés et accusés d'être un coût pour les finances publiques qu'il faut réduire par :

- ✓ la désindexation et le gel des retraites au-delà de 2000 euros**
- ✓ l'abaissement du taux de l'abattement fiscal de 10%**

✓ l'augmentation de la CSG.

Le tout pour réaliser une économie de près de 6 milliards d'euros, alors que les entreprises qui font des supers profits vont voire leurs contributions passées de 8 milliards d'euros à 5 milliards d'euros en 2027.

Faut-il rappeler que ces entreprises du CAC40 viennent de verser ce 1^{er} semestre 2026, 61milliards d'euros de dividendes aux actionnaires, qui place la France, championne d'Europe et vice-champion du monde derrière les États-Unis.

Ce rassemblement d'aujourd'hui, comme partout en France, s'inscrit dans la même logique de culpabilisation, concernant les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO.

En effet, aujourd'hui se tient la réunion du CA de *l'AGIRC-ARRCO entre les organisations syndicales et le MEDEF, qui doit décider de l'augmentation ou pas des retraites complémentaires et du prix d'achat du point pour les salariés.*

Or, tous les ans, les retraités subissent des pertes de leur pouvoir d'achat.

2024 : Inflation 2% augmentation 1,6%

2025 : Inflation 0,9% aucune augmentation.

Depuis 2011, pour les retraités c'est une perte de 8,4% pour les ouvriers et 18% pour les Ingénieurs et Cadres.

Pour les salariés, en 30 ans, le rendement entre cotisation et niveau de retraite Agirc-Arrco a fait subir une baisse de 40% de leur retraite complémentaire en fin de carrière.

Voilà les raisons pour lesquelles nous manifestons aujourd'hui et que nous refusons toute nouvelle baisse de notre pouvoir d'achat.

Nos raisons sont d'autant plus justifiées, qu'elles s'expliquent par le fait que l'argent existe dans les caisses de l'AGIRC-ARRCO, mais que le

MEDEF veut sacrifier toujours plus les salariés et les retraités sur l'autel du profit.

Depuis 2015, le recul du pouvoir d'achat représente une perte équivalente en moyenne à 4 mois de retraite, alors que l'AGIRC-ARRCO dispose de 116 milliards d'euros de réserves financières, pris pour l'essentiel, sur le dos des retraités et salariés.

Cela correspond à 14 mois de réserves, alors que la règle d'or est de 6 mois.

Mais le pire est que l'AGIRC-ARRCO se comporte comme un fonds de pension !

30% de son portefeuille et en achat d'actions et en placements obligatoires.

On y trouve Total Energy, Chevron, Exxon, Ferrari, Renault, Volkswagen, dans les Ehpads avec le groupe Korian.

Des placements aux USA et plusieurs pays européens.

Récemment création d'un fonds d'investissement de 3 milliards euros pour l'effort de guerre. (Safran, Airbus, Thalès).

Ce qui rapporte tous les ans plusieurs milliards d'euros (3 milliards en 2024).

- ✓ 1,6 milliards d'euros de bénéfices réalisés en 2024 entre le prélèvement des cotisations et les retraites versés.
- ✓ 6 milliards d'euros de gain sur le patrimoine en 2024
- ✓ soit un total de 10 milliards d'euros rien d'un 2024

Ce qui doit être équivalent en 2025.

Ce niveau de réserve s'est construit au détriment du niveau des pensions des retraités et des cotisants.

Voilà aussi pourquoi patronat et libéraux, veulent changer notre système de retraite par répartition, pour la remplacer par une retraite à points et au final par capitalisation.

Pourtant, la totalité des réserves de l'ensemble des régimes de retraites représentent 234 milliards d'euros pour un déficit de 0,41%.

0,41% sur un budget familial de 4000 euros c'est un découvert de 16,4 euros mais avec une épargne de 250 000 euros.

Voilà la réalité et les raisons de la colère qui nous mobilisent pour exiger auprès des dirigeants et principalement des représentants du patronat, notre dû, pour le droit de vivre une retraite décente.

Nous revendiquons haut et fort, que nous ne portons aucune responsabilité dans les dérives des finances publiques et que nos revendications sont légitimes, à savoir :

- **l'ouverture d'une négociation pour un plan de rattrapage de 10% d'augmentation de nos retraites complémentaires dont 5,6% à partir du 1^{er} novembre 2026 qui se justifie par :**
 - ✓ **1 % de rattrapage pour 2025**
 - ✓ **revalorisation de 2,6% du taux d'inflation prévue en 2026.**
 - ✓ **augmentation du pouvoir d'achat de 2%**

Pour les salariés :

- ✓ **le redressement du taux de rendement par une baisse du prix d'achat du point de 2% et acquisition de plus de points permettant la revalorisation des retraites en fin de carrière.**
- ✓ **un dispositif de points supplémentaires pour les petites retraites.**
- ✓ **l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans.**

Oui ces revendications peuvent être largement satisfaite d'autant plus que s'il y a bien des assistés dans ce pays, ce ne sont pas les salariés, ni les retraités et encore moins les demandeurs d'emploi, mais bien les multinationales et les supers riches qui bénéficient chaque année de :

- ✓ **211 milliards d'euros d'aides publiques, sans contrôle ni contrepartie ;**
- ✓ **89 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales ;**

- ✓ 73 milliards d'euros de baisse d'impôts ;
- ✓ 3,5 milliards d'euros de suppression de l'ISF
- ✓ et dans le même temps, ils versent 200 milliards d'euros par an de dividendes et détournent 80 milliards d'euros par an d'évasion fiscale.

Alors oui, ceux qui creusent la dette et qui s'enrichissent, ce ne sont pas les retraités, ni les salariés et les demandeurs d'emploi, mais bien les multinationales et les plus fortunés de ce pays, à qui, il faut demander des comptes sur l'utilisation des fonds publics, la fraude fiscale, la désindustrialisation du pays et les milliers de licenciements pour les faire payer ce qu'ils doivent, car c'est eux avec la complicité du gouvernement qui sont responsables du déficit et de la dette.

C'est la raison pour laquelle la fédération de la métallurgie CGT appelle à la poursuite des mobilisations le 5 novembre pour la ré-industrialisation du pays et le 19 novembre à Paris ; pour exiger une nouvelle redistribution des richesses en faveur du monde du travail et des retraités par :

- ✓ l'augmentation des salaires et des retraites.
- ✓ la reconquête de notre système de protection sociale dans sa globalité pour gagner une Sécurité sociale intégrale et solidaire.
- ✓ la taxation des revenus du capital pour plus de justice sociale et fiscale.

Oui vous l'aurez compris : Le problème de la prétendue dette et du déficit est avant tout, un manque de recettes.

L'argent existe pour mener une autre politique, tournée vers plus de justice sociale, fiscale et environnementale !

De l'argent dans les caisses de l'AGIRC-ARRCO il y en a !

Et c'est le nôtre !

Pour obtenir satisfaction, la lutte continue !